

\*\*\*\*\*

## Encerclement de la maison des syndicats par la police et une violence massives contre les enseignants

### Communiqué

Aujourd'hui mardi 22 Mars 2016, la police en tenue officielle et civile, et des véhicules ont encerclé la maison des syndicats à Bab-Ezouar, - siège du SNAPAP et de la CGATA-, où ils ont arrêté une quarantaine d'enseignants à la sortie de la maison qui reste toujours sous surveillance où d'autres enseignants -dont le coordinateur national- sont bloqués à l'intérieur. Les policiers ont également interdit aux journalistes de rentrer à la maison des syndicats.

D'autre part, les forces de sécurité ont arrêté plusieurs enseignants dont des femmes, dans différents endroits à Alger.

Les forces de sécurité ont intervenu violemment contre les enseignants protestataires pacifiques qui sont venus de toutes les régions du pays pour demander une simple intégration dans des postes permanents et décentes.

Le lundi 21 Mars 2015 la police avait tabassé et arrêté des centaines d'enseignants, ce qui a causé des blessures graves et des malaises à plusieurs d'entre eux, dont une enseignante d'Alger qui a subi une fracture au niveau du pied droit, et une dizaine de manifestants transférés hier à l'hôpital Mustapha à Alger dont le coordinateur de la wilaya de Bouira l'hôpital.

La confédération générale autonome des travailleurs en Algérie CGATA et le SNAPAP dénoncent fermement cette répression, qui montre que le pouvoir algérien a doublé de férocité depuis qu'il prétend avoir passé à un état civil suite la dite révision constitutionnelle. Les autorités algériennes violent toujours la constitution, les lois en vigueur en Algérie et les conventions internationales ratifiées par l'Algérie.

Déterminés à rester solidaires avec les enseignants contractuels, les aider et les soutenir dans leurs revendications légitimes, la CGATA et le SNAPAP interpellent l'opinion publique nationale et internationale à montrer plus de solidarité et d'engagement vis-à-vis du mouvement syndical autonome opprimé en Algérie.

Le président  
Rachid Malaoui

